

Europe

Pacte pour la croissance et l'emploi

Sous cette appellation un brin trompeuse, le Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 a adopté une déclaration dont l'essentiel consiste à rappeler les engagements pris par les États membres en matière d'assainissement budgétaire et de réformes structurelles et à lister une série de recommandations relatives aux mesures à prendre au niveau de l'Union. Parmi celles-ci est évoquée la possibilité de stimuler le financement de l'économie via la mobilisation de 120 milliards d'euros.

Pour la CES, « ce pacte ne prévoit rien de vraiment nouveau. À part une augmentation du capital

de la Banque européenne d'investissement, il est question d'une utilisation améliorée des Fonds européens et d'une mise en œuvre de programmes déjà existants ». En outre, « les réformes structurelles du marché de l'emploi font partie intégrante de ce pacte ».

C'est pourtant sur la base de cette déclaration que le Président de la République a décidé de demander au Parlement une ratification rapide du Pacte budgétaire, qui contraint les pays membres à l'austérité permanente, sans en demander la renégociation comme il l'avait promis.

(sources : Conseil européen, CES, Attac)

Europe

Le personnel de la BCE se plaint d'une surcharge de travail

Alors que la BCE voit ses missions s'élargir, une enquête du syndicat Ipsos révèle que ses salariés souffrent d'une surcharge de travail que la plupart jugent permanente.

(source : Les Échos)

Europe

Un contrat social pour l'Europe

En réponse aux politiques d'austérité, la CES appelle la Commission, le Conseil, le Parlement européen et les Chefs d'État et de gouvernement à ouvrir le débat sur un contrat social visant à placer la croissance durable, l'emploi de qualité et la justice sociale au cœur de l'agenda européen.

(source : CES)



Un contrat social pour l'Europe

Monde

Rio + 20 : bien loin du monde que nous voulons

La Conférence des Nations Unies pour le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin, s'est terminée par une déclaration qui ne comporte aucun engagement contraignant, ni aucune date de mise en œuvre. Alors que l'Assemblée syndicale qui l'avait précédé ainsi que le Sommet des peuples, qui réunissait les organisations syndicales et les ONG, exigeaient des mesures concrètes et se prononçaient clairement contre l'économie verte, comprise comme une nouvelle phase du capitalisme financier étendu à la nature, la conférence officielle entérinait au contraire la soumission

des États aux exigences de la finance globale. Sur cet enjeu, voir l'article de Basta, *Comment multinationales et marchés comptent s'accaparer la nature*, et la vidéo *Empêchons les mar-*

chés financiers de s'emparer de la nature!

<http://www.amisdelaterre.org/Une-video-pour-comprendre-la.html>

(sources : Attac, CSI, CES, Basta, Les Amis de la Terre)



Europe

Réduire l'écart salarial femmes/hommes et renforcer la protection des consommateurs

Dans une résolution adoptée fin mai, le Parlement presse la

Commission européenne de proposer des mesures pour améliorer la législation existante visant à combler l'écart de salaire entre femmes et hommes, y compris des sanctions plus strictes contre les employeurs. Dans un autre texte, il propose de renforcer les droits et la protection des consommateurs vulnérables, que cette vulnérabilité pro-

viennent de causes physiques ou psychiques (handicap, maladie, âge...) ou de facteurs externes (méconnaissance de la langue, manque d'informations, non-maîtrise des nouvelles technologies.

(source : Parlement européen)



Europe

La montée des inégalités en Europe

Depuis 11 ans, l'Institut syndical européen (ETUI), rattaché à la CES, publie chaque année un rapport sur la situation des travailleurs en Europe. L'édition 2012 met l'accent sur les inégalités qui sont une des causes de la crise et que celle-ci a contribué à creuser, au point que la tendance au rattrapage des économies les plus pauvres vers les plus riches a non seulement été enrayée mais s'est même inversée.

De son côté, la dernière Revue trimestrielle du marché du travail et des conditions sociales au sein de l'UE publiée par la Commission européenne confirme que l'emploi et la situation sociale continuent à se détériorer pour les travailleurs européens et leurs familles. 25 millions d'Européens sont sans emploi et le taux de chômage atteint 10,3 % dans l'UE et 11,1 % dans la zone euro. Ce rapport - <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=1389&furtherNews=yes> - montre notamment que les services de santé et les services sociaux ont été particulièrement affectés par les réductions des dépenses.

(sources: ETUI, Métis, Commission européenne, CES)

Europe

Le président de la BCE suspecté de conflit d'intérêts

L'Observatoire européen des entreprises (CEO) a saisi le Médiateur européen au sujet de l'appartenance de Mario Draghi au « Groupe des Trente », un lobby bancaire particulièrement influent.

(source: Corporate Europe Observatory)

Europe

Des Indignés poursuivent en justice financiers et politiques

En Espagne, une plateforme réunissant avocats, juristes et journalistes s'est donné pour mission d'enquêter sur les responsabilités des politiques et des banquiers dans la crise financière. Une première action en justice devrait être lancée contre l'ancien PDG de Bankia.

(source: Basta)



Europe

La CES réclame une directive sur les TMS

L'enquête européenne de 2010 sur les conditions de travail a montré une fois de plus l'importance des troubles musculo-squelettiques qui frappent tous les secteurs de l'activité industrielle et sont à l'origine d'une proportion significative des absences pour maladies.

La législation communautaire n'adopte toujours pas une approche d'ensemble sur cette problématique importante de santé au travail. La CES demande à la Commission européenne de présenter sans tarder une proposition de directive.

(source:CES)



Monde

La répression syndicale reste encore la règle dans de nombreux pays



photo:philippe salvat

En Turquie, le gouvernement a encore une fois pris prétexte de la lutte contre le terrorisme pour perquisitionner, le 25 juin, les locaux syndicaux et les domiciles des dirigeants syndicaux aux quatre coins du pays. 71 syndicalistes ont été arrêtés.

En Colombie, la CSI constate que les organisations syndicales et leurs militants sont constamment victimes d'at-

taques et de menaces qui ne font l'objet d'aucune sanction, une situation qui a pour conséquence d'amoindrir le rapport de forces des salariés face aux employeurs.

En Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo, la CSI dénonce le non-respect des droits fondamentaux du travail et une discrimination syndicale généralisée.

(source:CSI)

Sites visités :

CES : www.etuc.org/fr

CSI : www.ituc-csi.org

ETUI : www.etui.org

Parlement européen : www.europarl.europa.eu

Commission européenne : www.ec.europa.eu

Conseil européen : www.european-council.europa.eu

Corporate Europe Observatory : www.corporateeurope.org

Attac : www.france.attac.org

Amis de la Terre : www.amisde-terre.org

Basta : www.bastamag.net

Métis : www.metiseurope.eu

Les Échos : www.lesechos.fr